



Rapport : La société civile formule des recommandations clés pour le développement des capacités

Voici quelques-unes des recommandations clés qui ressortent du rapport :

- **Un nouveau système mondial de coordination et de financement pour le développement des capacités et l'apprentissage**
- **Identifier les besoins de développement des capacités de l'Agenda 2030 des différents parties prenantes, y compris la société civile**
- **Encourager et renforcer les partenariats multipartites**
- **Des définitions claires du développement des capacités convenues par tous les États membres des Nations unies pour les ENV**

Paris - 14 juillet 2020 - Forus et ses membres demandent une action urgente pour le développement des capacités des organisations de la société civile (OSC) dans le monde entier. Le développement des capacités n'a pas été mentionné du tout par plus d'un tiers des gouvernements qui ont soumis leurs examens nationaux volontaires (ENV) sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des ODD.

"Le développement des capacités devrait être une priorité absolue pour la communauté internationale", a déclaré Sarah Strack, directrice de Forus. "A la lumière du redressement post-COVID, les organisations de la société civile ont besoin d'activités de développement des capacités qui soient axées sur l'impact, basées sur les besoins et qui favorisent non seulement l'échange d'expertise, mais aussi le leadership et les solutions locales".

Une série de recommandations clés ont été présentées dans le cadre d'un nouveau rapport qui met en lumière l'objectif de développement durable (ODD) 17, en particulier en ce qui concerne le renforcement des capacités des OSC et des autres parties prenantes. Élaboré avec la contribution du réseau Forus, qui représente plus de 22 000 ONG, le rapport est publié au moment où les gouvernements présentent leurs examens nationaux volontaires (ENV) sur les progrès réalisés dans

la mise en œuvre des ODD au Forum politique de haut niveau des Nations unies cette semaine. Forus a effectué une analyse des ENV de 2019 afin de déterminer comment le développement des capacités est mis en œuvre par les gouvernements nationaux et, surtout, à qui il profite.

La société civile joue un rôle crucial dans la résilience de la société, comme en témoigne la crise COVID-19, notamment en exprimant les besoins des populations et en diffusant les connaissances et les ressources locales. Forus estime que le développement et l'apprentissage continu sont des conditions préalables absolues pour permettre à la société civile d'avoir une plus grande influence et de façonner les politiques publiques nationales et internationales.

Le renforcement des capacités et les OSC CSO

Le rapport - **Les gouvernements renforcent-ils les capacités de la société civile pour garantir la bonne mise en œuvre de l'Agenda 2030 ?** - a révélé un écart évident entre l'importance supposée accordée au rôle de la société civile et les efforts réels déployés pour renforcer ces capacités.

Les organisations de la société civile du monde entier soutiennent et défendent les valeurs démocratiques, jouent un rôle essentiel de défenseur actif et de "transmetteur" de nouvelles idées et valeurs à de nombreux niveaux, du local au mondial. Malgré leur rôle crucial, la société civile est la plupart du temps absente des efforts de développement des capacités qui ont lieu au niveau national.

"Le gouvernement slovène a mis en place un processus de consultation inclusif, multipartite et à plusieurs niveaux pour rédiger l'examen national volontaire, mais malheureusement, cette année, la voix de la société civile n'est pas prise en compte. Un environnement favorable aux organisations de la société civile est une partie intrinsèque de la pleine mise en œuvre du principe "Ne laisser personne derrière", et seule une large appropriation des ODD par la société civile permet de garantir un développement durable pour tous", déclare Adriana Aralica, responsable de la politique et de l'information à la plate-forme de la société civile slovène SLOGA.

Pas si mais comment

Le rapport dévoile que les gouvernements mettent souvent l'accent sur le développement des capacités dans le cadre de la coopération internationale sans mentionner le développement des capacités dans leur contexte national. Dans de nombreux cas, lorsque le renforcement des capacités est prévu, il implique le déplacement d'experts de l'étranger au lieu de former les dirigeants locaux à cet effet. En outre, le renforcement des capacités est surtout compris comme un outil de coopération internationale utilisé par les pays à revenu élevé. Les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire semblent être des cibles ou des bénéficiaires qui font preuve d'un manque évident de réciprocité.

Le rapport indique qu'il est clairement nécessaire, dans tous les pays, d'intensifier les efforts de mise en œuvre du renforcement des capacités. Les ENV de 2019 font peu référence au soutien des gouvernements au développement des capacités nationales et le développement des capacités n'a même pas été mentionné par un tiers des gouvernements ayant fait rapport dans les ENV de 2019.

"Les organisations de la société civile sont des producteurs de valeurs et ont souvent un intérêt important dans la création de débats sociaux. Le développement d'une société civile informée, adaptable et réactive devrait être une priorité, plutôt qu'une source de crainte, pour les gouvernements du monde entier, s'ils veulent assurer une mise en œuvre réussie de l'Agenda 2030", déclare Iara Petricovsky, présidente de Forus. "Le développement des capacités nécessite un programme d'action local, intégrant des activités à différents niveaux pour traiter des problèmes complexes".

Forus espère que le rapport encouragera une meilleure prise en compte du développement des capacités afin de renforcer les OSC, faire entendre les préoccupations de leurs membres, et leur permettre de jouer un rôle moteur dans le changement social. Le rapport sera lancé le 14 juillet lors d'un événement virtuel.

[Lire le rapport ici](#)

Pour plus d'informations, veuillez contacter : Bibbi Abruzzini - Chargée de communication - bibbi@forus-international.org

À propos de Forus

Forus, anciennement connu sous le nom de Forum international des plateformes nationales d'ONG (IFP / FIP), est un réseau composé de 69 plateformes nationales d'ONG et de 7 coalitions régionales représentant plus de 22 000 ONG actives aux niveaux local et international dans les domaines du développement, des droits de l'homme et des problèmes environnementaux. <http://forusinternational.org>

À propos du FPHN

Le Forum politique de haut niveau (HLPF en anglais) a un rôle central dans le suivi et l'examen de l'Agenda 2030 et de ses 17 ODD au niveau mondial. Le Forum facilite le partage des expériences, y compris les succès, les défis et les enseignements tirés, et fournit un leadership politique, des orientations et des recommandations pour suivi. Il favorise la cohérence et la coordination des politiques de développement durable à l'échelle du système.

Dans le cadre des activités de plaidoyer de Forus, le HLPF représente une opportunité de plaider en faveur des OSC ainsi que des plateformes d'OSC, et de souligner leur participation à la prise de décision, à la cohérence des politiques et à l'élaboration de stratégies de durabilité. Forus organisera plusieurs événements pour renforcer ces domaines et promouvoir un examen du FPHN et de ses mécanismes d'engagement.

À propos des Examens Nationaux Volontaires (ENV)

Le HLPF, qui a lieu à New York chaque deuxième semaine de juillet, implique la présentation d'**Examens Nationaux Volontaires (ENV)** qui ont été soumises par les États membres à l'ONU sur les progrès accomplis à ce jour dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 au niveau national. En 2020, 26 pays présenteront leurs ENV pour la première fois et 23 pays présenteront des ENV pour la deuxième.

ODD 17 - La grande ambition des ODD s'articule autour d'une coopération et de partenariats mondiaux solides. Des partenariats inclusifs sont nécessaires pour un programme de développement durable réussi. Ces partenariats construits sur des principes et des valeurs, une vision commune et des objectifs communs qui placent les peuples et la planète au centre, sont nécessaires au niveau mondial, régional, national et local.